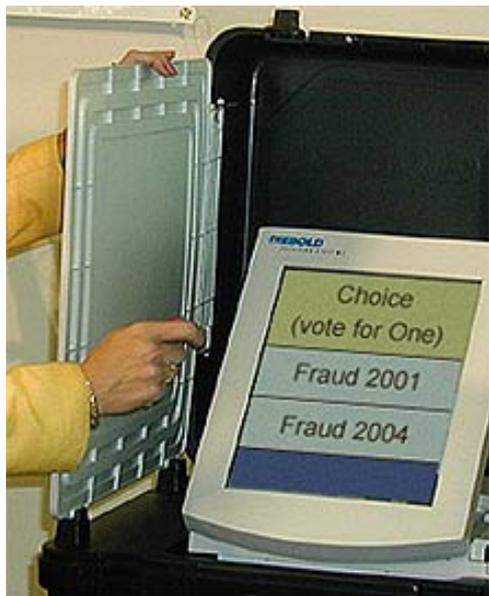


UN COMBAT DE RETARD

Le faux débat sur la fraude électorale aux États-Unis



Au lendemain de la victoire de George W. Bush, l'indignation préside dans le camp démocrate, qui se cherche une nouvelle raison d'être après la débâcle de son représentant. La remise en cause de l'intégrité du processus électoral et de la démocratie aux États-Unis ne date pourtant pas du 2 novembre 2004. Nous avons signalé dans ces colonnes la dérive autoritaire, voire totalitaire, du « pays des libertés » depuis le 11 septembre 2001. L'opinion publique occidentale, et principalement européenne, saura-t-elle cette fois constater que la fracture est désormais consommée avec l'ancien allié de Washington, et qu'il est temps de constituer de nouvelles alliances face à la menace de l'Empire ?

page 2

La Chine dans le « nouvel ordre mondial »

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Quinze ans après la chute du Mur de Berlin, Mikhaïl Gorbatchev exprime son regret que les États-Unis aient préféré la domination à l'ordre mondial. Cette volonté hégémonique ne laisse pas la place à l'émergence d'un concurrent et rend donc probable une confrontation avec la Chine. C'est ce que veut éviter Henry Kissinger qui propose la mise en place d'un système permettant à la Chine de s'approvisionner en matières premières sous contrôle de Washington.

page 6

REPÈRE : 10 NOVEMBRE 312 À Milvius, le christianisme devient religion d'Etat

Dans l'empire romain, la lutte politique pour le titre d'empereur a dégénéré en guerre civile. L'empereur en place, Constantin, qui a épousé une juive chrétienne pour se garantir le soutien de la riche guilde des marchands d'eau de Rome est en mauvaise posture face à son rival Maxence, qui a le soutien d'une partie de l'armée. Le soir des calendes de novembre, Maxence campe à trois kilomètres de Rome, au pont de Milvius. Dans la nuit qui précède la bataille Constantin fait un rêve : il voit dans le ciel une croix rouge sur laquelle est écrit en grec « *En toutô nika* », « *Triomphe par ceci*. » Au petit matin tous les soldats reçoivent l'ordre de peindre des croix rouges (krismé) sur leurs boucliers. Réconfortés par le talisman les troupes de Constantin écrasent celles de Maxence et le soir l'empereur annonce son baptême dans la foi chrétienne et l'interdiction du culte païen. Le christianisme devient la religion d'Etat de l'empire. Peu de temps après Constantin proclame la première « croisade » pour éradiquer les impies... et convertir l'Europe. ■



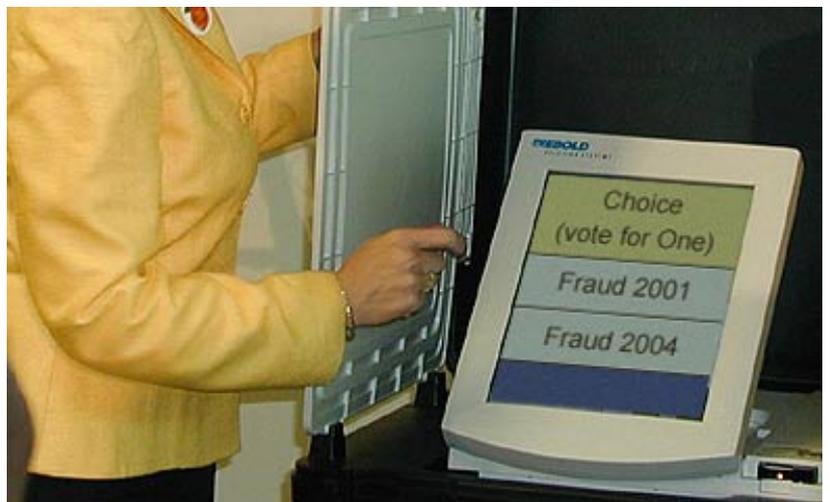
LA CAMPAGNE DES CONGRÉGATIONS CHRÉTIENNES

Le *Washington Post* révèle, dans son édition du 8 novembre 2004, que les congrégations chrétiennes états-uniennes ont joué un rôle non négligeable dans la campagne présidentielle du ticket Bush-Cheney. La Maison-Blanche aurait notamment organisé des conférences téléphoniques hebdomadaires avec les principaux responsables religieux du pays afin de convertir les temples et les églises catholiques conservatrices en véritables QG de campagne pro-républicains. Pour le journal états-unien de référence, cet épisode révèle une irrégularité en matière de législation électorale, puisque la loi distingue outre-Atlantique les organisations religieuses et les partis politiques, essentiellement d'un point de vue fiscal. Cependant, un autre enseignement fondamental réside dans le succès foudroyant des congrégations chrétiennes pour cette activité politique : selon le *Post*, les organisations religieuses pro-Bush se sont montrées « *plus agressives et parfois mieux organisées que l'équipe de campagne de Bush* ». Ce qui révèle la main-mise idéologique de plus en plus forte au « pays des libertés » d'une poignée de religieux parmi les plus réactionnaires. ■

Un combat de retard

Le faux débat sur la fraude électorale aux États-Unis

Au lendemain de la victoire de George W. Bush, l'indignation préside dans le camp démocrate, qui se cherche une nouvelle raison d'être après la débâcle de son représentant. La remise en cause de l'intégrité du processus électoral et de la démocratie aux États-Unis ne date pourtant pas du 2 novembre 2004. Nous avons signalé dans ces colonnes la dérive autoritaire, voire totalitaire, du « pays des libertés » depuis le 11 septembre 2001. L'opinion publique occidentale, et principalement européenne, saura-t-elle cette fois constater que la fracture est désormais consommée avec l'ancien allié de Washington, et qu'il est temps de constituer de nouvelles alliances face à la menace de l'Empire ?



L'élection présidentielle états-unienne aura été pour nous sans surprise. George W. Bush reste à la Maison-Blanche. Il ne pouvait pas en être autrement.

En 2000, nous avons dénoncé les fraudes massives qui permirent à M. Bush d'emporter la victoire sur son concurrent Al Gore. Ces manipulations à grande échelle ont depuis fait l'objet d'enquêtes approfondies, notamment celle du journaliste-vedette de la BBC, Greg Palast, dont l'ouvrage *The Best Democracy Money Can Buy* paraîtra prochainement en français sous le titre *Démocratie Business*. Rappelons le principe du scrutin. Les États-Unis ne sont pas une

démocratie, mais un État fédéral. La souveraineté n'appartient pas au peuple, mais aux États fédérés. Chaque État dispose d'un nombre de grands électeurs proportionnel à sa population. Avec le temps, les habitants Noirs et les Indiens ont compté autant que les Blancs pour le calcul de ce ratio. Chaque État détermine, selon ses propres procédures, comment il désigne ses grands électeurs. Par le passé, certains en laissaient la discrétion au seul gouverneur. D'autres s'en remettaient au Congrès local. Avec le temps, tous les États fédérés ont décidé de recourir au suffrage universel. Depuis une quarantaine d'années, les femmes et les Noirs ont acquis le droit de vote. En 2000, certains gouverneurs, notamment Jeb Bush en Floride, ont truqué le scrutin dans leur État en déployant les moyens classiques : falsification des listes électorales, vols d'urnes, bourrages d'urnes. Lorsque Al Gore a porté plainte devant la Cour suprême des États-Unis, celle-ci s'est déclarée incompétente pour juger des pratiques internes d'un État fédéré. Au contraire, elle a considéré dans un arrêt mémorable que le principe de la consultation ayant été respecté, la volonté divine avait pu s'exprimer...

La presse européenne n'a pas saisi les enjeux de cette élection. Elle s'est gaussée d'un dépouillement manuel à rallonge, sans comprendre que ce qui se jouait, c'était la contradiction entre une Constitution archaïque et la volonté légitime d'un peuple de choisir ses dirigeants.

Mais, après cinquante ans de propagande de la Guerre froide, les Européens ont fini par croire que les États-Unis étaient une démocratie alors que les « Pères pèlerins » fuyaient la philosophie des Lumières plus que la persécution religieuse et que les auteurs de la Constitution, James Madison en tête, ont toujours exprimé leur haine de la démocratie.

Le décompte des voix, organisé par des médias et des associations après la proclamation des résultats officiels, a montré sans aucun doute possible que M. Gore avait obtenu le plus grand nombre de voix aussi bien en Floride qu'à l'échelle fédérale. Au regard des lois de la Floride, il aurait dû disposer des grands électeurs de cet État et donc être élu président des États-Unis. Il n'en a rien été et peu s'en sont émus.

George W. Bush a été investi sous les huées de la foule. La presse européenne a parlé de lui comme d'un « président mal élu », laissant accroire qu'il avait été porté au pouvoir par une minorité profitant de l'effet déformant d'un scrutin indirect, alors qu'il l'avait été par la fraude.

Par la suite, nous avons dénoncé l'exploitation par l'administration Bush des attentats du 11 septembre 2001 pour accréditer la thèse d'un complot islamique mondial et pour justifier à la fois d'une suspension des libertés individuelles aux États-Unis et d'une série d'agressions extérieures, contre la population afghane, puis contre l'Irak.

Nous avons été brocardés par nos confrères français lorsque nous avons annoncé le projet d'invasion de l'Irak. Nous avons été qualifiés de suppôts de Saddam Hussein lorsque nous avons affirmé que les rapports de l'ONU établissaient que l'Irak ne disposait plus depuis une décennie d'armes chimiques ou biologiques et n'avait jamais disposé d'armes nucléaires. Nous

avons été stigmatisés comme anti-américains lorsque nous avons dénoncé la pratique de la torture à Bagram et à Guantanamo. Malheureusement, en chaque chose, la suite des événements nous a donné raison et ceux qui nous insultaient ont été contraints d'en convenir.

Aussi, face à l'élection présidentielle de 2004, nous avons posé comme postulat qu'une équipe parvenue au pouvoir par la fraude et ayant exercé ce pouvoir pour suspendre les libertés fondamentales n'accepterait pas de quitter ce pouvoir contre son gré. Dès lors, cette élection ne pouvait être qu'une farce de plus, une simple mise en scène destinée à légitimer un résultat connu d'avance. Nous avons expliqué dans ces colonnes, dès le mois de janvier, que le recours à des machines à voter pour 36 millions d'électeurs rendait impossible toute vérification du résultat. C'est pourquoi nous refusons d'entrer dans un débat qui n'a pas lieu d'être. Nous avons été sollicités par des confrères états-uniens pour publier des articles sur les fraudes de 2004. Mais, si de nombreux indices attestent de ces fraudes, il est impossible d'en évaluer l'ampleur et donc d'en conclure si elles ont modifié significativement le résultat. De même, il existe des présomptions de sincérité du scrutin dans de nombreux États, mais il est impossible aux autorités d'en faire la preuve. Le système a été conçu pour que la vérité ne puisse pas être connue et que, quoi que votent les électeurs, M. Bush soit élu.

Ceux qui dénoncent la fraude de 2004 ont un combat de retard. Le problème n'est pas un trucage momentané, mais la transformation profonde du système politique états-unien depuis quatre ans. Il est temps d'ouvrir les yeux sur la nature du régime Bush et de cesser de ne critiquer que les aspects dont on est soi-même victime. Il est indécent de se plaindre de s'être fait voler son bulletin de vote quant, au même moment, un millier de personnes sont détenues au secret dans le pays tandis qu'une armée suréquipée anéantit la population de Falloudja.

La campagne électorale la plus coûteuse de l'histoire humaine n'avait pas pour but de départager des candidats, mais uniquement de donner aux États-uniens et au monde l'illusion d'un processus démocratique. La presse occidentale s'est complue à imaginer une victoire de John Kerry qui eut rendu le monstre états-unien présentable. Cet événement n'a pas eu lieu et la réalité est toujours là : les États-Unis, notre allié pendant deux Guerres mondiales et la Guerre froide, incarnent aujourd'hui tout ce que nous avons combattu à leurs côtés dans le passé.

Effrayée par la vérité, la presse occidentale accepte tous les mensonges et relaye toutes les propagandes. Ainsi, les principaux quotidiens ont affirmé ces jours-ci que M. Bush avait enfin acquis la légitimité qui lui faisait défaut en 2000. Pour preuve : il aurait été « le président élu avec le plus grand nombre de voix » de l'histoire de son pays. C'est évidemment une présentation fallacieuse qui ne tient pas compte du développement démographique. Ramené en pourcentage, c'est l'inverse : malgré tous ses tripatouillages, M. Bush n'a obtenu que 51 %, le plus faible score depuis Woodrow Wilson, il y a près d'un siècle.

Nous avons montré dans ces colonnes que les élections locales qui se déroulaient également le 2 novembre ont été favorables aux républicains et, à

l'intérieur de leur parti, aux extrémistes contre les modérés. Ainsi, un président illégitime peut-il s'appuyer maintenant sur un Congrès largement acquis à sa cause.

Le cauchemar auquel nous assistons a, en fait, commencé il y a quatre ans.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

La Chine dans le « nouvel ordre mondial »

Analyse

Quinze ans après la chute du Mur de Berlin qui marqua la disparition de l'un des deux camps de la Guerre froide, Mikhaïl Gorbatchev revient dans *Le Figaro* sur sa déception de ne pas avoir vu la fin de la Guerre froide aboutir à un « nouvel ordre mondial ». Pour l'ancien premier secrétaire du parti communiste soviétique, l'effondrement de l'URSS a laissé les États-Unis seuls et ces derniers, qui se sont vus comme les vainqueurs de la guerre, ont préféré imposer leur volonté à la planète plutôt que de construire un système international qui aurait évité le chaos. Mais pourquoi accepter de réprimer son pouvoir quand on pense que sa nation a une « destinée manifeste » ? Le colonel Andrew J Bacevich s'inquiète du messianisme de l'administration Bush dans le *Los Angeles Times*. Toutes les nations du monde affirment mener leur politique étrangère en suivant des buts altruistes mais malheureusement, depuis le 11 septembre, les hauts responsables de l'administration Bush semblent croire à leur propre rhétorique et ils ne reculeront donc devant rien pour imposer la domination états-unienne, censée apporter la liberté et la démocratie au monde. Plus inquiétant encore, l'auteur note que John Kerry n'a absolument pas remis en cause cette vision des choses lors de la campagne ; l'impérialisme messianique de Washington fait donc l'unanimité parmi les élites états-uniennes et résistera aux alternances.

Cette volonté hégémonique ne laisse pas la place à l'émergence d'un concurrent et rend donc probable une confrontation à moyen terme avec la Chine. C'est justement ce que veut éviter Henry Kissinger. Dans *Clarín*, l'artisan du rapprochement des États-Unis et de la Chine pendant la Guerre froide affirme que le centre de gravité des affaires mondiales va bientôt passer de l'Atlantique au Pacifique quand la Chine va devenir une vraie superpuissance. Il faut donc amorcer un dialogue avec Pékin et lui laisser un accès « équitable » aux

marchés des ressources énergétiques et des matières premières. Bien sûr, pour le père de la doctrine dont il porte le nom, il ne pourrait s'agir que d'un accès à des sources d'approvisionnement dont les États-Unis garderaient le contrôle. Beaucoup plus agressifs, les néo-conservateurs Thomas Donnelly et Vance Serchuk, de l'American Enterprise Institute, envisagent, sans le dire explicitement, de priver la Chine de l'une de ses sources d'approvisionnement pétrolier en attaquant le Soudan. Mettant en avant la crise humanitaire au Darfour, la « crédibilité » des États-Unis, le soutien de Khartoum à des groupes qualifiés de terroriste par le département d'État et la présence de Soudanais en Irak, ils estiment qu'il est temps d'attaquer ce pays où la Chine dispose de concessions pétrolière.

La situation en Côte d'Ivoire est confuse et il est difficile d'avoir des certitudes sur la position française. Quelques jours seulement après la riposte de la France au tir de roquettes contre ses soldats en abattant les avions de chasse et des hélicoptères de l'armée ivoirienne, puis les attaques contre les ressortissants français, les troupes ivoiriennes et françaises circulent ensemble dans les rues d'Abidjan pour éviter de nouveaux débordements.

Dans un court entretien au *Monde*, la ministre française de la Défense Michelle Alliot-Marie rappelle que la France n'a fait que riposter et qu'elle a le droit pour elle dans cet affrontement. Elle affirme que malgré les morts de part et d'autre, l'objectif de Paris n'est pas de déstabiliser les institutions ivoiriennes mais d'appliquer les accords de Marcoussis. Autre son de cloche dans *Le Figaro*, quotidien qui contrairement à la presse de gauche française n'est pas en conflit ouvert avec Laurent Gbagbo, qui laisse la parole à un Français vivant en Côte d'Ivoire, Michel Brunet. L'auteur affirme que les militaires français chargés d'assurer la protection des Français vivant en Côte d'Ivoire les ont assurés que bientôt des changements importants affecteraient le gouvernement ivoirien. Craignant que cela ne signifie l'organisation d'un Coup d'État orchestré par la France et n'ait pour conséquence de nouvelles attaques contre les Français, M. Brunet supplie l'Élysée de ne plus soutenir les forces rebelles et d'apaiser les relations avec le président Gbagbo.

Réseau Voltaire

Mikhail Gorbatchev



Mikhail Gorbatchev est l'ancien dirigeant de l'URSS, initiateur de la perestroïka et Prix Nobel de la paix en 1990.

« Le nouveau désordre mondial »

Source : Le Figaro

Référence : « Le nouveau désordre mondial », par Mikhaïl Gorbatchev, *Le Figaro*, 8 novembre 2004.

On peut se réjouir que les révolutions qui ont secoué l'Europe et le monde lors des 15 dernières années aient apporté la liberté, la démocratie et la fin de 40 ans de division du continent européen. Mais nous devons aussi considérer les occasions manquées avec la fin pacifique de la Guerre froide.

La fin de la Guerre froide est due à la révolution qui a eu lieu en URSS, mais la politique de démocratisation que j'ai initiée avec la glasnost et la perestroïka au milieu des années 80 n'est pas sortie du néant et elle s'enracine dans les réformes lancées par Khrouchtchev et celles de Kossyguine. Beaucoup de gens estiment maintenant que ces efforts de "modernisation" du système socialiste pour le mettre véritablement au service du peuple étaient condamnés dès le départ. Pourtant la politique que nous avons menée n'était pas plus dure que les précédentes et si nous avons pu entretenir un climat démocratique, c'est parce que la peur n'était plus omniprésente. Nous avons tenté de mettre fin à la course aux armements, néanmoins l'Europe restait divisée. Lors de ma rencontre avec le chancelier Kohl en juillet 1989, nous étions d'accord pour affirmer qu'il était trop tôt pour briser le Mur de Berlin. Le peuple allemand en a décidé autrement et le reste de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale a rapidement suivi en abattant les barrières qui l'entouraient. J'estimais que mon rôle devait être de veiller à ce que l'Europe de l'Est et l'Europe centrale retrouvent pacifiquement leur entière souveraineté avec un minimum d'intervention de la part de l'Union soviétique. À la surprise et à la satisfaction du monde entier, la transition s'est déroulée pacifiquement presque partout. Malgré le terrorisme, l'insécurité, les incertitudes et les disparités croissantes de richesse, le monde n'est pas moins sûr aujourd'hui que pendant la Guerre froide. Toutefois, l'occasion de créer un monde plus sûr a été manquée. Nous avions la possibilité de construire un « nouvel ordre mondial » mais l'effondrement de l'URSS a eu pour conséquence une absence d'accord négocié sur ce nouvel ordre. En conséquence, l'accélération de la mondialisation qui a suivi s'est faite sans contrôle, et donc sans les moyens d'une nouvelle pensée pour aller vers un monde meilleur. Les Russes sont les premiers responsables de l'effondrement de l'URSS, mais le modèle de transition de la Russie ressemblait à un modèle sorti tout droit de Harvard et il n'était pas adapté. Les États-Unis ont ainsi engendré le chaos. L'effondrement de l'URSS était une bonne chose pour les États-Unis qui se sont vus comme les vainqueurs de la guerre froide. Or ce sont les vainqueurs qui décident des règles du jeu. Ainsi, quinze ans après la chute du mur de Berlin, le monde a besoin d'une nouvelle forme de pensée. Il faut un nouvel ordre mondial au bénéfice de tous et une société civile mondiale qui se mobilise contre le terrorisme.

Andrew J. Bacevich



Ancien colonel de l'US Army, Andrew J. Bacevich est professeur de relations internationales à l'université de Boston. Il est membre de l'American Academy à Berlin.

« Périlleux pour la démocratie »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Unsafe for Democracy », par Andrew J. Bacevich, *Los Angeles Times*, 8 novembre 2004.

Pour justifier l'usage de la puissance états-unienne, tous les présidents lisent le même script : les États-Unis défendent la liberté, la démocratie, les opprimés et les États-Unis sont le seul pays dans l'histoire des grandes puissances à agir en faveur des " droits inaliénables " qui sont les droits de toute l'humanité dès la naissance. Le script est signé de Woodrow Wilson et tous les présidents l'ont repris, car il donne une latitude d'action extraordinaire et les immunise contre toute responsabilité face à un échec. En pratique pourtant, les idéaux de la politique états-unienne coïncident avec des considérations plus tangibles et les principes wilsoniens sont devenus très sélectifs : **Bill Clinton** s'est intéressé à la Bosnie mais au Rwanda et **George W. Bush** a insisté sur la libération de l'Irak mais ne s'occupe pas du Darfour. Les démocrates et les républicains n'ont pas le monopole de l'hypocrisie, et à Paris et Berlin on affirme aussi agir au nom de l'altruisme, mais au moins dans ces pays on reconnaît que ce discours n'est qu'un emballage.

Parfois, dans l'histoire états-unienne cette expression de l'idéalisme wilsonien devient cependant quelque chose de beaucoup plus problématique. C'est arrivé en 1917 et ça recommence depuis le 11 septembre. En intériorisant profondément les ambitions et les prérogatives de la doctrine Wilson, les hauts responsables de l'administration Bush affirment avec certitude que l'histoire a chargé les États-Unis d'assurer le triomphe universel de la liberté et de la démocratie dans le monde. Pour parvenir à cette fin, tous les moyens sont bons : les abus d'Abu Ghraib, dissimuler le nombre de civils irakiens tués...etc. Quand l'aventure impériale tourne mal, la classe politique locale continue à la décrire comme l'expression de la bonne volonté des États-Unis et même **John Kerry** a décrit les problèmes en Irak comme la conséquence d'une mauvaise gestion ; il n'a pas remis en cause les postulats de départ.

Cette position n'est pas tenable, mais le débat présidentiel n'a malheureusement pas permis de l'afficher.

Henry Kissinger



Henry Kissinger (Le 2 de pique du régime Bush) est ancien secrétaire d'État et conseiller de sécurité national états-unien. Il est président démissionnaire de la Commission d'enquête indépendante sur le 11 septembre. Il est président de Kissinger Associates

« La Chine se pose comme la prochaine superpuissance »

Source : Clarin

Référence : « China se afirma como la próxima superpotencia », par Henry Kissinger, *Clarin*, 8 novembre 2004.

En dépit de leur importance, les crises régionales comme l'Irak et la Corée du Nord paraissent bénignes face au transfert fondamental du pouvoir dans le système international. Les historiens estiment que l'émergence d'une Allemagne unifiée, il y a plus d'un siècle, a déséquilibré le système européen en y introduisant un État plus fort que chacun de ses voisins. Disraeli estimait que cet événement était plus significatif que la Révolution française. A notre époque, c'est l'émergence de la Chine comme une possible superpuissance qui est l'événement majeur. En effet, cela pourrait occasionner un transfert du centre de gravité des affaires mondiales de l'Atlantique au Pacifique.

Il est heureusement improbable que la Chine s'appuie sur sa puissance militaire pour acquérir un statut international, car les dirigeants chinois sont plus subtils et plus posés que ne l'étaient les impétueux dirigeants allemands après la retraite de Bismarck. Avec la technologie moderne, la guerre entre grandes puissances est un ultime recours, non plus une option politique. Les États-Unis doivent maintenir leur traditionnelle opposition aux visées hégémoniques en Asie, mais les relations avec la Chine ne doivent pas être conçues dans la perspective d'un duel final. La différence entre les États-Unis et la Chine est la même qu'entre les échecs et le go. Les échecs ont pour objectifs de prendre un avantage absolu sur son adversaire tandis que le go cherche l'avance stratégique persistant.

Il est difficile de savoir ce que feront les dirigeants à l'avenir mais il est possible de les influencer. Il faut mettre en place un dialogue stratégique permanent et éviter que la question taïwanaise ne s'envenime. Toutefois, cela ne sera pas suffisant si tous n'ont pas un accès équitable aux ressources énergétiques et aux matières premières. Si un pays en est privé, nous reviendrons aux conflits coloniaux, le pipeline remplaçant le territoire comme objectif de guerre. Il faut éviter cette situation en tentant de construire un ordre international.

Thomas Donnelly, Vance Serchuk



« Appliquer la doctrine Bush au Soudan »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Apply the Bush Doctrine to Sudan », par Thomas Donnelly et Vance Serchuk, *Los Angeles Times*, 8 novembre 2004.

Ancien vice président du Project for the New American Century, le think-tank qui a rédigé le programme militaire de George W. Bush pour l'élection présidentielle et organisé la campagne contre l'Irak, et directeur de la communication de Lockheed Martin, Tom Donnelly est chercheur à l'American Enterprise Institute. Il est signataire de la lettre des 115 Atlantistes contre la Russie.

Vance Serchuk est assistant de recherche à l'American Enterprise Institute.

Alors que les Américains se rassemblaient pour voter mardi, la police et l'armée soudanaise attaquaient un camp de réfugiés au Darfour. Au moment où les spéculations sur les priorités de politique étrangères de la nouvelle administration Bush vont bon train, l'attaque de mardi devrait catapulter le Soudan en haut de l'agenda politique et l'action décisive ne peut pas attendre que le président ait prêté serment. Le camp d'Al Jeer Sureaf qui a été attaqué est le Srebrenica du Soudan et comme dans le cas de la Bosnie, les États-Unis doivent prendre leur responsabilité pour arrêter un génocide que l'ONU est incapable d'empêcher. Les Nations Unies ont en effet répondu à la détérioration de la situation au Soudan par l'arrêt de la distribution de nourriture et par l'évacuation de 88 de ses employés humanitaires.

Il est temps de reconnaître que l'intervention états-unienne au Soudan n'est plus seulement une question morale, mais également une question stratégique, car après avoir menacé Khartoum de " conséquences " si les atrocités se poursuivaient, nous risquons de perdre notre crédibilité si nous ne faisons rien, surtout que le président affirme vouloir relancer son plan de démocratisation du " Grand Moyen-Orient ".

Khartoum exploite la rhétorique arabe et islamiste pour justifier sa destruction d'une des sociétés les plus hétérogènes du monde. En outre, le Soudan est un des sept pays à soutenir le terrorisme d'après le **département d'État** : il a hébergé Ben Laden et Al Qaïda dans les années 90, par ailleurs le **Hamas** et le Hezbollah continuent d'y opérer. Les Soudanais sont également très présents en Irak contre nos troupes.

Aujourd'hui, au Soudan, c'est l'avenir de la doctrine Bush qui est en jeu.

Michelle Alliot-Marie



Michelle Alliot-Marie est la ministre de la Défense française. Membre de l'UMP elle est ancienne présidente du parti gaulliste, le RPR. Elle exerça auparavant ses talents d'expertise juridique au service de régimes autoritaires de la Françafrique, rédigeant aussi bien la Constitution de la République islamique des Comores que les Codes pénal et civil du Kivu.

« Trois questions à Michèle Alliot-Marie »

Source : Le Monde

Référence : « Trois questions à Michèle Alliot-Marie », par Michèle Alliot-Marie, *Le Monde*, 9 novembre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Le président Jacques Chirac avait mis le président Laurent Gbagbo en garde contre toute action qui risquerait de mettre le feu aux poudres mais ce dernier n'en a pas tenu compte. Nous voyons le résultat. Nous verrons si nos soldats ont été visés délibérément au terme d'une enquête mais il semble irréaliste qu'il s'agisse d'une erreur compte tenu de ce qui m'a été rapporté. Le climat de haine anti-française alimenté par certains depuis plusieurs mois pèse lourdement sur la rationalité des positions et des réactions.

Nous avons eu neuf morts et 38 blessés au cours de l'attaque, nous devons riposter de façon appropriée et nous avons détruit les avions de combats et les hélicoptères de combat. Nous étions non seulement dans une situation de violation du cessez-le-feu mais en position de légitime défense face à une agression caractérisée. Ce message très fort passé, nous avons fait savoir aux autorités ivoiriennes que notre objectif n'est nullement de déstabiliser les institutions de la Côte d'Ivoire. Au contraire, nos forces sont là pour stabiliser la situation. Il faut appliquer les accords de Marcoussis, conforté par les accords d'Accra : il faut désarmer et progresser sur le plan institutionnel. C'est parce que ces accords n'ont pas été mis en œuvre en temps et en heure que nous nous retrouvons aujourd'hui dans cette situation.

Michel Brunet

Michel Brunet est un chef d'entreprise français installé en Côte d'Ivoire depuis une quinzaine d'années.

« Les rebelles ne représentent rien ! »

Source : Le Figaro

Référence : « Les rebelles ne représentent rien ! », par Michel Brunet, *Le Figaro*, 9 novembre 2004.

Nous, Français d'Abidjan, pensions ces derniers temps que les choses étaient en train de se normaliser. Devant l'évidente mauvaise volonté des "forces nouvelles" (ex "rebelles"), qui refusaient catégoriquement de désarmer, l'armée nationale ivoirienne avait pris la décision de restaurer l'intégrité du pays, en reconquérant la partie nord-ouest qui leur était impartie de fait par la force Licorne et par les soldats onusiens. Certes, cette décision pouvait provoquer des "dégâts collatéraux" mais, sur le plan technique, la faiblesse des forces rebelles

la rendait tout à fait possible et déjà l'aviation ivoirienne commençait à imposer sa loi à la bande de soldats de fortune mis sur un piédestal par les accords de Marcoussis.

Toutefois, brutalement, ce scénario encourageant a été mis à bas. Après la mort, samedi, de neuf soldats français à Bouaké, tués par des roquettes tirées par un chasseur ivoirien sur un ancien cantonnement "rebelle" aujourd'hui occupé par les forces "Licorne", le président Jacques Chirac a pris dans l'urgence de sévères mesures de représailles, ordonnant le jour même de détruire les deux chasseurs des Fanci, mais aussi les hélicoptères militaires stationnés dans l'enceinte du palais présidentiel de Yamoussoukro. Toutes les forces aériennes, dont chaque Ivoirien était si fier et qui leur assuraient une supériorité militaire incontestable, ont ainsi été détruites en quelques minutes, brisant en même temps, dans toute la population, l'immense espoir de réunification du pays et de retour à la paix. Bouleversés, les Ivoiriens (et pas seulement les partisans de Laurent Gbagbo) sont descendus dans la rue et les intérêts occidentaux ont commencé à être visés. J'ai moi-même échappé de peu au lynchage. Beaucoup, comme moi-même, ont perdu leur commerce, leur maison, leurs économies. Il semble toutefois que, en ce début de semaine, les choses se calment un peu, les forces françaises se concentrant sur leur nouvel objectif de maintien de l'ordre dans la capitale économique. Toutefois, le feu couve toujours sous la braise et c'est pourquoi la France doit éviter de provoquer un nouveau déferlement nationaliste, c'est la vie et les biens des 30 000 Occidentaux et de centaines de milliers d'Africains immigrés qui sont en jeu. Il ne faut pas oublier que, dans un pays où la moitié de la population est illettrée, où le chômage est très important, la foule réagit de façon primaire, sans réflexion et toujours violemment. Il conviendrait que la France réaffirme haut et fort son respect pour le peuple ivoirien et pour ses institutions, et qu'elle fasse amende honorable de son comportement actuel digne des heures les plus emblématiques de l'époque coloniale. Qu'on arrête donc de soutenir le mythe des "Forces nouvelles", (comme Dominique de Villepin a baptisé les rebelles) qui ne représentent absolument rien pour le pays, à part le pillage et les tueries des populations du Nord !

Je ne suis qu'un petit entrepreneur français venu tenter sa chance en Côte d'Ivoire il y a quinze ans et qui a aujourd'hui perdu son commerce après avoir été bien accueilli dans le pays et y avoir fondé une famille (je suis marié à une Ivoirienne). J'ai tout perdu, en partie à cause d'une décision régaliennne du chef de l'Etat français. En écoutant un colonel du dispositif Licorne expliquer aux Européens qu'aucun plan d'évacuation n'était envisagé car, dans quelques jours, ils devaient contribuer à la mise en place d'un nouveau gouvernement, je me demandais si je n'allais pas perdre en plus la vie !